

Les accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne et ses relations avec l'Etat colonial israélien

Une histoire de trucages, de manipulations et de mensonges

François Lazar

Le président américain Biden vient de déclarer qu'une fois le Hamas éradiqué, « Gaza et la Cisjordanie devraient être réunifiées sous une même structure de gouvernance, à terme sous une Autorité palestinienne revitalisée ».

L'Autorité palestinienne est fondée en 1993 à la suite des accords d'Oslo signés entre le Premier ministre israélien, Ythzak Rabin, et le président de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), Yasser Arafat, sous le contrôle du président américain, Bill Clinton, qui en est le véritable maître d'œuvre.

Les accords d'Oslo, avec la création de l'Autorité palestinienne (AP), ont été imaginés et préparés dans le contexte de la Première Intifada qui, depuis décembre 1987, met en échec l'armée israé-

Après la première Intifada, la marche aux accords d'Oslo.

lienne d'occupation qui ne parvient pas à l'écraser malgré les moyens mis en œuvre. La période est également celle de la révolution iranienne qui renverse le pouvoir du shah en 1979, celle de la chute du Mur de Berlin en 1989, de l'effondrement de la bureaucratie qui dirige l'Union soviétique et de la première guerre du Golfe en 1991.

Dès le début, l'intifada va très vite s'organiser avec des comités clandestins locaux et nationaux qui s'unifient dans une direction qui opère directement à l'intérieur de la Cisjordanie, et donne des directives à la population locale. Pour la première fois depuis 1948, le pouvoir politique au sein de la population palestinienne passait des mains des dirigeants en exil à celles des leaders, souvent très jeunes et inconnus, à l'intérieur du pays. L'intifada palestinienne est d'autant plus insupportable aux yeux de l'impérialisme américain qu'elle est considérée comme un modèle pour les peuples qui, dans le monde entier, luttent contre l'oppression. En ce qui le concerne, Rabin est porté au pouvoir par une majorité de l'électorat israélien qui souhaite en finir avec l'intifada.

LE DROIT AU RETOUR BAFOUÉ

Dès l'ouverture des négociations qui conduiront à la conclusion des accords, plusieurs dirigeants palestiniens considèrent qu'il s'agit là d'une capitulation. En effet, la partie palestinienne accepte de renoncer à l'ensemble des points de son programme politique qui sont considérés comme contradictoires avec les exigences israéliennes, et la partie israélienne se contente de prendre acte des engagements palestiniens. Le renoncement au droit au retour des réfugiés est partie intégrante des accords et de « l'esprit » d'Oslo. La constitution de l'Autorité nationale palestinienne s'accompagne en revanche du « retour » de milliers de militants palestiniens et de leurs familles. Très vite, l'AP va se constituer des organes dirigeants, Yasser Arafat en devient le président, des ministères sont créés, des élections législatives

organisées, largement gagnées par le Fatah, parti fondateur de l'OLP, dont Arafat est le principal dirigeant. On peut résumer un des principaux fondements de l'AP par la formule suivante : l'argent contre la sécurité. Le point de vue israélien vise surtout à rendre l'occupation invisible tout en la poursuivant. En effet, la constitution de l'AP s'accompagne du partage de la Cisjordanie en trois zones, dont une sous contrôle total des autorités israéliennes d'occupation, les deux autres restant à la merci des opérations militaires israéliennes.

L'OLP, constituée dans la clandestinité, organe unifié de la résistance palestinienne, expression organisée de l'ensemble du peuple palestinien, qu'il se trouve en Palestine ou dans les camps de réfugiés de la diaspora, est progressivement transformée en une structure administrative. L'argent coule à flots dans les services de l'Autorité palestinienne, où la corruption devient systémique.

LA COLONISATION SE POURSUIT

Jusqu'à 150 000 fonctionnaires ont travaillé pour l'AP, et les derniers rapports officiels indiquent que c'est toujours la part sécuritaire qui est la plus importante dans son budget de fonctionnement. Les agences de sécurité affiliées au ministère de l'Intérieur, telles que la police, la police des douanes et la protection civile, le renseignement, la sécurité préventive et la garde présidentielle, représentent un effectif de 83 300 personnels, pour 40 % du budget total de l'entité. Ces organismes sont essentiellement voués au contrôle de la population palestinienne, à la répression des organisations indépendantes et des mouvements de protestation, pour le compte de l'armée d'occupation israélienne. L'histoire de l'Autorité palestinienne est ponctuée de protestations sans effet, à chaque fois que la colonisation gagne du terrain. Elle est parsemée d'opérations militaires dans les camps de réfugiés et de provocations israéliennes, notamment les incursions sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, dont l'habitude est prise par Ariel Sharon et qui sera l'élément déclencheur de la deuxième Intifada (septembre 2000-février 2005). La colonisation a été accompagnée, à partir de juin 2002, de la construction du mur de séparation qui, avec ses centaines de checkpoints, marque physiquement la réalité de l'apartheid en Cisjordanie. Cette histoire est également celle des déclarations faites successivement par l'ensemble des présidents américains, relayées par ce que l'on a appelé le Quartette (les Etats-Unis, la Russie, l'Onu et l'Union européenne) annonçant régulièrement la constitution prochaine de l'Etat palestinien, alors que le nombre de colons israéliens ne cesse d'augmenter (c'est ce que l'on

L'Autorité palestinienne réprime les mobilisations palestiniennes.

appelle le « processus de paix », qualifié de « supercherie la plus spectaculaire de l'histoire diplomatique moderne » en 2007 par Henry Siegman, président du Congrès juif américain).

Enfin, cette histoire est celle d'une entité étatique brutale à l'encontre de ses administrés et considérée par la grande masse des Palestiniens comme un système de collaboration avec l'armée d'occupation. Les renoncements de l'Autorité palestinienne à défendre les droits et conditions d'existence de la population palestinienne, son acharnement à emprisonner ses opposants vont avoir des conséquences concrètes. On le sait parfaitement, les dirigeants israéliens, dont Netanyahu, ont, depuis la fin des années 1980, favorisé l'ascension du Hamas pour affaiblir l'unité du mouvement national palestinien, fondé sur le droit au retour et le combat pour l'égalité des droits. Le plongeon de l'Autorité palestinienne dans la voie de la collaboration va faire le reste. En 2006, le Hamas remporte les élections législatives de l'Autorité palestinienne avec 74 sièges sur 132. Ces élections sont contrôlées et validées par une multitude d'observateurs. Aussitôt, l'impérialisme américain dénonce l'accession au pouvoir d'une organisation terroriste et fait pression sur le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour rejeter tout accord avec le Hamas. Comme on le voit aujourd'hui face à la politique génocidaire israélienne



Le 28 novembre, les Gazaouis, ayant fui les bombardements, tentent de rentrer chez eux. Tout est démolé. Expulsés de leurs terres en 1948, ce souvenir les hante.

à Gaza, des diplomates, responsables, représentants d'agences de l'Onu ont régulièrement sonné l'alerte sur la situation dans les territoires occupés depuis 1967.

UNE NOTE CONFIDENTIELLE RÉVÉLÉE PAR UN ENVOYÉ DE L'ONU

Citons Alvaro de Soto, envoyé spécial de l'Onu dans ces territoires, dont la presse publie en mai 2007 une note confidentielle dans laquelle il accuse Washington d'avoir encouragé le chaos palestinien alors qu'Israël n'a cessé de poursuivre sa politique « des faits accomplis sur le terrain » qui rend de plus en plus difficile, voire impossible, la création d'un Etat palestinien viable. Il confirme que c'est sous la pression des Etats-Unis qu'Abbas a refusé la proposition initiale du Hamas pour former un « gouvernement d'union nationale ». De Soto explique ensuite que les conseillers d'Abbas se sont engagés avec les Etats-Unis dans une « conspiration » visant à « provoquer la fin prématurée du gouvernement [de l'Autorité palestinienne] dirigé par le Hamas ». Il note que « les Américains ont poussé à une confrontation entre le Hamas et le Fatah », ce qui conduira le Hamas à expulser le Fatah de la bande de Gaza et justifiera la mise en place du blocus.

Des discours en nombre, des livres entiers ont été prononcés et écrits. Des plans précis ont été élaborés (jamais avec la moindre validation de la population palestinienne, cela va sans dire) pour définir à quoi pourrait ressembler cette entité palestinienne appelée Etat par déri-

sion. Des plans sont allés jusqu'à présenter un Etat encastré dans le mur de séparation, ressemblant à une peau de léopard, avec des tunnels pour passer d'une enclave à une autre.

De quoi l'Autorité palestinienne « revitalisée » dont parle Joe Biden serait-elle le nom ? Avec ou sans le Hamas, c'est de nouveau la perspective de vivre dans une prison à ciel ouvert qui est présentée à la population palestinienne. C'est pourquoi, à l'initiative de militants juifs et palestiniens, se développe la « campagne pour un seul Etat ».

Laissons de nouveau la parole à Alvaro de Soto qui, à l'unisson d'une fraction significative de militants politiques, démocrates, intellectuels, écrivains dans le monde entier, évoquait en 2007 une tout autre perspective : « Etant donné qu'un Etat palestinien nécessite à la fois un territoire et un gouvernement, et que les bases des deux sont systématiquement sapées », un nombre croissant de Palestiniens, d'Arabes israéliens et de certains Juifs israéliens « croient que la seule façon à long terme de mettre fin au conflit sera d'abandonner l'idée de diviser la terre et d'insister simplement sur le respect des droits civils, politiques et nationaux des deux peuples, juif et arabe, qui peuplent le pays, dans un seul Etat ». De Soto notait par ailleurs que « si l'Autorité palestinienne devenait inutile ou inexistante et que les colonies continuaient à s'étendre, la solution d'un Etat unique sortirait de l'ombre et commencerait à entrer dans le courant dominant ».

La guerre à Gaza nourrit la crise politique aux Etats-Unis

« Les Etats-Unis ont joué un rôle critique pour rendre ces terres (la Palestine) à Israël en 1948. » « Israël est un allié essentiel aux Américains et à nos intérêts sécuritaires nationaux stratégiques au Moyen-Orient. » C'est la Chambre des représentants elle-même qui décrit en ces termes la relation des Etats-Unis et d'Israël, dans les considérants d'une motion de censure qu'elle a adoptée contre Rachida Tlaib, représentante démocrate d'origine palestinienne et membre du Parti DSA, pour ses prises de position en faveur des Palestiniens.

Devan Sohier

En un mot, Israël est la pointe avancée des Etats-Unis au Moyen-Orient : si ce n'est pas une découverte, le Congrès exprime cela avec une franchise déconcertante.

La politique israélienne est un élément de la politique intérieure américaine : la manière dont les Etats-Unis ont pu imposer la trêve de quatre jours au gouvernement Netanyahu en témoigne. Ces relations font cependant que toute crise en Israël est une crise aux Etats-Unis. Et, de fait, l'impérialisme américain est aujourd'hui divisé sur le point jusqu'auquel il peut aller dans son soutien au gouvernement Netanyahu et à l'écrasement en cours des Palestiniens.

La Chambre a été presque unanime à voter une résolution affirmant que « la Chambre se tient aux côtés d'Israël alors qu'il se défend contre la guerre barbare initiée par le Hamas et d'autres groupes terroristes, réaffirme le droit d'Israël à l'autodéfense, [...] se tient prête à aider Israël avec des fournitures d'urgence et tout autre soutien militaire, diploma-

tique ou de renseignement ». Cependant, ces sentiments sont loin d'être unanimes dans le pays. En témoignage d'importantes manifestations en faveur de la Palestine avec la présence remarquée de milliers de jeunes juifs, brandissant des pancartes « Pas en notre nom ! », et mettant directement en cause le gouvernement Biden. L'électorat juif américain est majoritairement démocrate, et a longtemps servi de base au soutien du Parti démocrate au sionisme, mais il est aujourd'hui divisé. S'y ajoute la façon dont la guerre à Gaza choque les Arabes, les Latinos, qui y voient une expression nue de la politique menée par les Etats-Unis en Amérique latine, dont elle choque l'électorat noir, dont elle choque l'ensemble des électeurs traditionnels du Parti démocrate.

Cela inquiète aux sommets de l'appareil démocrate : les élections de 2024 s'annoncent serrées entre Trump et Biden, et cela pourrait suf-

fire à faire monter l'abstention de l'électorat démocrate, et à faire basculer l'élection. Le taux d'approbation de Biden est à son plus bas (40 %), alors que 56 % des électeurs et 30 % des électeurs démocrates

désapprouvent la façon dont Biden gère cette guerre. 51 des 300 employés des instances dirigeantes du Parti démocrate ont ainsi communiqué à *HuffPost* le 3 novembre une lettre dans laquelle ils pressent Biden de prendre position en faveur du cessez-le-feu.

Cette inquiétude ne se limite pas à des questions d'opportunisme électoral. *The Wall Street Journal* du 16 novembre rapporte : « Le président Biden a appris ces derniers temps ce à quoi ressemble la vie pour les présidents républicains. Une partie de l'Etat profond, pour reprendre cette expression, se révolte contre son sou-



Manifestation sur le pont de Brooklyn pour le cessez-le-feu, New York, le 7 novembre.

ten à Israël contre les terroristes du Hamas responsables du massacre du 7 octobre. Des dépêches rapportent que pas moins de 500 employés, y compris de haut niveau, de 40 agences, dont le Conseil de sécurité national et le département de la Justice, ont envoyé une lettre à M. Biden lui demandant d'appeler à un cessez-le-feu et à une « désescalade » entre Israël et le Hamas : « Les Américains ne veulent pas que l'armée américaine soit entraînée dans une nouvelle guerre coûteuse et absurde au Moyen-Orient. »

« L'Etat profond » auquel fait référence ce journal est la théorie conspirationniste d'extrême droite selon laquelle l'Etat américain serait dirigé en sous-main par des libéraux ayant empêché notamment Trump de déployer sa politique : de fait, une partie de l'appareil d'Etat craint les conséquences

de la politique américaine au Moyen-Orient et la déflagration générale qu'elle pourrait entraîner.

Les républicains aussi sont divisés : si le soutien à Israël ne fait pas débat, la question du financement de l'Ukraine, que le gouvernement Biden cherche

Des milliers de jeunes juifs manifestent : « Pas en notre nom ! »

à lier à celui d'Israël, entraîne une vive opposition de la minorité trumpiste, qui est nécessaire aux républicains pour maintenir leur majorité à la Chambre. Et concernant la guerre à Gaza, *the Wall Street Journal*, qui est la voix du

capital financier américain et qui a été le seul quotidien d'envergure nationale à soutenir la candidature de Trump en 2016, écrit dans un éditorial du 27 novembre : « Mais chaque jour que dure la trêve donne plus de temps aux jihadistes pour se regrouper, se glisser hors de Gaza ou préparer des

attaques contre les Israéliens. Et plus elle dure, plus augmentent les risques d'un cessez-le-feu, ce qui est ce que le Hamas veut vraiment. »

Les contradictions entre les besoins du capital financier américain de resserrer, au travers d'Israël, la domination américaine sur le Moyen-Orient d'une part, et les possibilités, d'autre part, tant à Gaza même qu'aux Etats-Unis, de la faire entraîner une crise politique profonde qui traverse les deux partis. L'unité réalisée sur des votes au Congrès ne parvient pas à masquer l'opposition profonde d'une grande partie de l'électorat démocrate à la politique du gouvernement Biden, alors même qu'aucun recours autre que Trump, synonyme de crise ouverte, n'apparaît du côté républicain. La guerre à Gaza nourrit la crise politique intérieure américaine, alors même que les manifestations pro-palestiniennes ne faiblissent pas.

Le « changement culturel » promis par Benyamin Netanyahu à Gaza

« Il est nécessaire d'opérer à Gaza un changement culturel similaire à celui qui s'est produit en Allemagne ou au Japon », a déclaré sur une radio israélienne, le 18 novembre, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu. Voici le « changement culturel » que les bombardiers des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont opéré en Allemagne et au Japon, entre 1943 et 1945.

Jean-Marc Schiappa

Hambourg

En juillet 1943, pendant huit jours et sept nuits, des centaines de bombardiers britanniques ont participé au bombardement de Hambourg, appelé opération Gomorrhe, du nom de la ville détruite dans la Bible. Netanyahu n'a pas l'originalité de l'inspiration biblique !

Le *National Geographic* du 27 juillet 2021 résume : « Une tempête de feu sans précédent s'empara de la ville. Les vents atteignirent 270 km/h et le



Dresde après les bombardements des Alliés des 13 et 14 février 1945.

mercure monta jusqu'à 750 °C, au bas mot ; assez pour faire fondre le verre et l'asphalte. L'air s'élevait rapidement nourrissait un afflux d'oxygène frais, qui venait à son tour attiser le feu. L'oxygène était littéralement aspiré depuis les sous-sols et les abris anti-aérien et remplacé par du monoxyde de carbone et de la fumée qui asphyxiaient les habitants (...). Dans les sous-sols et dans les abris anti-aériens, les corps se désintégraient tout simplement en cendres. Cette tempête hurlante propulsait des volutes de

fumée à 6 000 m d'altitude ; selon les pilotes de la RAF, on pouvait sentir dans les cieux l'odeur de la chair brûlée. »

Dresde

Des centaines de milliers de réfugiés allemands fuyant les combats étaient arrivés dans la ville, surnommée la Florence de l'Elbe, en raison de son patrimoine artistique et culturel. Le 13 février 1945, l'aviation britannique lance une attaque sur la ville. Dans

les jours qui suivirent, ils larguèrent, avec leurs alliés américains, près de 4 000 tonnes de bombes.

La tempête de feu qui s'ensuivit tua 25 000 personnes, ravageant le centre-ville, aspirant l'oxygène de l'air et étouffant les gens qui tentaient d'échapper aux flammes.

Rappelons qu'une tempête de feu ou ouragan de feu est un incendie atteignant une telle intensité qu'il engendre et maintient son propre système de vents. Le phénomène est naturel quand il s'agit des grands incendies. Ici, il est créé par la chaleur du bombardement.

Tokyo

Le raid qui eut lieu la nuit du 9 au 10 mars fut le plus meurtrier des bombardements de la Seconde Guerre mondiale, dépassant en nombre de victimes les bombardements de Hambourg en juillet 1943 ou de Dresde en février 1945. Cette nuit-là, 334 B-29 larguèrent 1 700 tonnes de bombes, détruisant environ 30 km², soit le tiers

de la ville, et causant plus de 100 000 morts dans la tempête de feu. Sous l'effet du vent, les maisons, dont la plupart sont en bois, s'embrasent instantanément. Beaucoup d'habitants meurent carbonisés.

Hiroshima

Ce dernier exemple est plus connu, hélas.

6 août 1945, à 8 h 15 du matin, dans le calme du matin, c'est l'explosion de la première bombe atomique hors essais. 140 000 habitants d'Hiroshima, soit environ 40 % de la population de la ville, sont tués soit directement, soit dans l'année qui a suivi. Le nombre de morts va continuer tout au long des années suivantes, notamment à cause des radiations atomiques.

La ville n'avait aucune importance militaire.

Au moins autant que le Japon, il s'agissait d'impressionner l'URSS.

Voilà « le changement culturel » que réclame Netanyahu.

La crise s'approfondit dans les pays arabes « normalisés »

Alors que le soutien total et continu des Etats-Unis à son allié israélien fragilise les dirigeants arabes les plus proches, c'est le Qatar qui a été mandaté pour négocier la trêve qui a permis l'échange des otages israéliens et des prisonniers palestiniens. Le Qatar, qui héberge à la fois les dirigeants politiques du Hamas et la principale base militaire américaine dans la région, est depuis longtemps la plaque tournante des négociations entre Israël et les pays arabes.

François Lazare

Les bombardements israéliens avec l'indignation et la colère provoquées dans les populations des pays arabes ont contraint leurs gouvernements à très vite exiger un cessez-le-feu, l'Arabie saoudite allant même jusqu'à appeler les Etats à cesser d'exporter des armes vers Israël. L'impérialisme américain a parfaitement conscience que les Etats arabes, qui ont établi depuis longtemps des relations diplomatiques avec Israël (la Jordanie et l'Egypte), ceux qui sont entrés dans le processus de la « normalisation » avec les accords d'Abraham (Soudan, Maroc, Bahreïn, Emirats arabes unis) ou, comme l'Arabie saoudite, qui s'y préparaient, sont fragilisés par la situation.

La Jordanie, dont la population est très largement palestinienne, contrôle la frontière est du Jourdain. Depuis le début des bombardements israéliens contre la population de Gaza, des milliers de Jordaniens ont manifesté, à plusieurs reprises, à proximité de la frontière, exprimant leur volonté de la franchir pour défendre les revendications palestiniennes. L'armée jordannienne est intervenue, l'accès à la frontière a été interdit. Face à la pression populaire massive qu'il rencontre, le roi de Jordanie a expulsé l'ambassadeur d'Israël à Amman et rappelé le sien et s'est retiré d'un accord « énergie contre eau » avec Israël.

Les dirigeants jordaniens et arabes en général savent que la question palestinienne est un facteur de mobilisation populaire dans leurs pays. C'est pourquoi ils cherchent à la contrôler. Là où les libertés démocratiques sont bafouées, l'expression du soutien aux revendications palestiniennes, l'exemple de la résistance palestinienne qui ne recule pas permettent de contrer la censure et de revendiquer contre son propre régime. Les dirigeants arabes n'ont pas oublié le conflit dit de Septembre noir, en 1970. A cette époque, le roi Hussein de Jordanie est confronté à une révolte populaire massive et fondée sur les revendications démocratiques portées par le mouvement national palestinien. Dans tout le pays, notamment dans la ville d'Irbid, se constituent des assemblées populaires en référence aux soviets de la révolution russe. Le roi voit son pouvoir vaciller. La répression est violente et meurtrière. Des milliers de résistants



Le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi a déclaré le 24 novembre : « Nous sommes prêts à ce que l'Etat de Palestine soit démilitarisé et à ce qu'il y ait des garanties à cet effet, sous la forme de forces de l'Otan, de forces de l'Onu, de forces arabes, de forces américaines. Tout ce que vous voulez. »

palestiniens sont massacrés avec l'aide des armes et des conseillers militaires américains et britanniques. En juillet 1971, Yasser Arafat et les combattants de l'OLP restés en Jordanie sont expulsés vers le Liban. Nasser, dirigeant égyptien, laisse faire le massacre sans rien dire. A sa suite, Anouar el-Sadate fera pression sur l'OLP (dès 1973) pour qu'elle renonce à son objectif d'établissement d'un Etat laïque sur l'ensemble du territoire historique de la Palestine et accepte « au nom du peuple palestinien » la perspective d'un « Etat tampon » en Cisjordanie, à Gaza et

dans la partie arabe de Jérusalem. En 1978, Sadate signe avec Menahem Begin, Premier ministre israélien, le traité de paix égypto-israélien de Camp David. L'enjeu était celui de l'ouverture de l'économie égyptienne au marché mondial, ce qui impliquait et implique toujours de contenir le mouvement révolutionnaire palestinien et ses revendications démocratiques, à commencer par celle du droit au retour. La plupart des régimes arabes soutiendront les accords d'Oslo entérinant une nouvelle partition du peuple palestinien. Le successeur de Sadate, Hosni Mubarak, poursuivra la pression sur le peuple palestinien et participera activement au contrôle de la bande de Gaza par sa frontière sud, accompagnant ainsi activement le blocus mis en œuvre par Israël depuis 2007. Après la chute de Mubarak le 11 février 2011, les Frères musulmans, qui accèdent au pouvoir en Egypte, tout en s'autoproclamant – à l'instar de tous les dirigeants arabes – meilleurs défenseurs de la cause palestinienne, affirment leur total respect des trai-

tés avec Israël. Ils exercent sur le Hamas, qui gouverne la bande de Gaza, la même pression que celle exercée par leurs prédécesseurs sur le Fatah. La continuité est de ce point de vue totale avec le président égyptien al-Sisi.

La Jordanie et l'Egypte ont, dans un premier temps, réprimé les mouvements de solidarité avec Gaza, puis autorisé des manifestations. Le président égyptien tout comme le roi de Jordanie, ne pouvant se permettre d'être accusés de complicité avec la nouvelle Nakba que voudraient imposer les dirigeants israéliens, se sont clairement opposés à tout projet visant à déplacer la population de Gaza vers le Sinaï égyptien ou la Jordanie. Pour la revue en ligne *Middle East Eye*, « plusieurs Etats arabes puissants se livrent à des jeux diplomatiques prudents depuis le déclenchement de la dernière guerre ». *Middle East*

Eye cite plusieurs chercheurs sur le Moyen-Orient, qui indiquent que « les Etats arabes qui entretiennent déjà des relations avec Israël ont pour la plupart refusé de mettre en péril ces relations. »

(Middle East Eye)

crets dans leurs critiques, pour ne pas perdre leur ouverture vers le marché américain. Pour Tariq Kenney-Shawa, du site palestinien de référence al-Shabaka, « les Palestiniens savent que le peuple arabe soutient profondément leur cause, mais ils se sentent abandonnés par les dirigeants qui parlent mais ne mettent jamais les actes en pratique. (...) Tant que le monde arabe sera dirigé par des autocrates égoïstes déterminés à préserver leur propre pouvoir à tout prix, les Palestiniens ne devraient pas s'attendre à ce qu'ils exercent de sérieuses pressions contre Israël. »

Document

D'anciens ambassadeurs de France prennent la parole

Un collectif de dix-huit anciens ambassadeurs de France a fait paraître dans *Le Monde* (28 novembre) une tribune très critique sur la politique du gouvernement Macron. En voici des extraits.

Depuis le 8 octobre, tandis que près de 240 otages israéliens, mais également d'autres nationalités, notamment française, sont aux mains du Hamas, la bande de Gaza subit des bombardements massifs indiscriminés et disproportionnés, occasionnant des morts, essentiellement civils, des déplacements de la population, un cauchemar humanitaire insoutenable. Des deux côtés, on s'accuse de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, et même de génocide. Les risques d'un embrasement de la Cisjordanie et de l'extension de la guerre vers le Liban, voire vers l'Iran, sont de plus en plus évidents. (...)

Face à cette situation, que faire ? Pérenniser la trêve est un objectif immédiat et accessible. Elle répond à l'exigence prioritaire, réclamée par une grande partie de l'opinion israélienne, malgré les réticences du Premier ministre, Benjamin Netanyahu. (...)

« UNE STRATÉGIE ILLUSOIRE »

En effet, le droit international condamne toute mesure de sanctions punitives à caractère collectif sur les populations civiles, entre autres le blocus total décidé immédiatement par le gouvernement israélien sur l'approvisionnement en biens essentiels. De même, il convient de condamner les attaques aériennes sur des objectifs civils comme des lieux de culte, des hôpitaux, des écoles. Israël s'en défend, affirmant que ces lieux cachent des installations militaires. Le fait que des édifices des Nations unies, d'ONG, voire d'Etats tiers comme la France, aient été touchés, invalide quelque peu cette argumentation. Il appartiendra à la Cour pénale internationale de faire la lumière, à terme, sur ce point. (...)

Israël, sous le vocable de « guerre totale », développe une stratégie punitive aussi brutale que vaine, et de plus en plus contestée. « Eradiquer le Hamas » relève plus du slogan que d'un objectif réaliste. (...) Une telle stratégie est illusoire. (...)

La solution à deux Etats est devenue de plus en plus difficile à bâtir. Son assise possible s'est réduite comme peau de chagrin du fait de l'annexion du Grand Jérusalem et de l'encouragement à la construction de colonies juives en Cisjordanie, qui regroupent maintenant près de 500 000 habitants. Cette solution vaut toutefois d'être tentée.

La solution à un seul Etat binational, évoquée avant même le 7 octobre, reprend de l'actualité. Mais le dilemme est toujours le même. Soit Israël, Etat par essence démocratique, accepte le principe de l'égalité des droits, avec le risque de perdre la majorité pour la population juive, actuellement à égalité avec la population arabe sur le territoire de la Palestine historique ; soit Israël refuse un tel principe, perd une part essentielle de son âme et s'expose à une accusation d'apartheid.

« AFFIRMATION DE DROITS ÉGAUX ENTRE DEUX POPULATIONS QUI DOIVENT COHABITER »

Une mise en garde devrait être vigoureusement exprimée à l'égard de toute tentative de transfert de population vers les pays voisins, qui ne peut qu'être assimilée à un nettoyage ethnique inacceptable et qui, en toute hypothèse, ne saurait régler le problème de la sécurité d'Israël. La volonté de « détruire » l'Etat d'Israël est également inacceptable.

Il est clair que, après ce choc traumatique subi de part et d'autre, et cette « guerre totale » condamnée à échouer, la sécurité d'Israël ne peut être assurée que par le juste règlement de la question palestinienne et l'affirmation de droits égaux entre deux populations qui doivent cohabiter. (...)

Un fort engagement de la communauté internationale, notamment des membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu et des pays arabes, est indispensable. La France, qui a perdu beaucoup de sa crédibilité au Moyen-Orient et a vu son image se dégrader fortement dans le monde arabo-musulman, doit y prendre part. Encore faudrait-il qu'elle mène une politique équilibrée, cohérente et indépendante des pressions extérieures. Or, malgré un certain rééquilibrage, ce n'est pas ainsi que celle-ci est perçue par de nombreux pays et par l'opinion publique (...).

La Palestine depuis 1948

- Implantations juives en Palestine mandataire
- Territoires palestiniens
- Territoires palestiniens sous contrôle civil et militaire israélien

